

La victoire qui ne résout rien, au contraire

BURUNDI Le jusqu'au-boutisme du président laisse un pays divisé, fragilisé, violent

- Pierre Nkurunziza a certainement été réélu.
- Mais cette « victoire » risque de coûter cher aux Burundais.

ÉCLAIRAGE

Même si les résultats définitifs du scrutin ne sont pas encore connus, il y a deux points sur lesquels le doute n'est pas permis : le président sortant Pierre Nkurunziza a bien été reconduit à la tête du Burundi pour un troisième mandat, et ce vote, qui s'est déroulé dans des conditions très contestées, ne représente ni un gage de paix ni une « victoire pour la démocratie » ainsi que l'assure le parti au pouvoir FDD-CNDD.

Si 3,8 millions de Burundais ont été appelés aux urnes, le vote a été marqué par une large abstention, dans la capitale Bujumbura où les manifestations se sont succédé durant des semaines mais aussi dans les régions rurales où les électeurs ont dû faire face à des pressions contradictoires : encadrés par le parti présidentiel qui avait déployé ses miliciens Imbonerakure, de nombreux votants n'ont pas osé faire défection, mais les journalistes présents ont constaté que de nombreux citoyens au sortir des bureaux de vote, s'efforçaient d'effacer les traces d'encre indélébile qui auraient pu être repérées par les partisans de l'opposition...

De toute manière, le scrutin a été hypothéqué par l'absence d'observateurs crédibles et surtout par la neutralisation de la presse indépendante : lors du coup d'Etat manqué du général Godefroid Nyombare en mai

dernier, plusieurs radios libres qui avaient diffusé les communiqués des putschistes ont vu leurs locaux détruits ou incendiés, et aujourd'hui, la plupart des journalistes burundais indépendants du pouvoir se trouvent en exil.

En outre, Pierre Nkurunziza ne l'a emporté que face à trois candidats issus de petits partis, les « grandes pointures » de l'opposition (Sylvestre Ntibantunganya, Domitien Ndayizeye et Jean Minani) ayant préféré s'abstenir, à l'exception de l'opposant historique Agathon Rwasa, président du parti FNL, l'un des derniers ex-rebelles à avoir quitté le maquis et qui est demeuré très populaire dans Bujumbura rural.

Durant leur ultime effort de médiation, les représentants de la communauté des pays d'Afrique de l'Est (Comesa) se sont efforcés d'obtenir la promesse de voir se mettre en place, à l'issue du scrutin, un gouvernement d'union nationale qui intégrerait certaines personnalités de l'opposition et aussi des « frondeurs » issus du parti CNDD, qui avaient mis en cause la légitimité et l'opportunité d'un troisième mandat.

Même si le vainqueur contesté devait choisir cette option, rien ne dit qu'elle suffirait à guérir un pays profondément meurtri par la violence des dernières semaines : plus de 80 manifestants ont péri au cours des affrontements à Bujumbura et un dernier rapport, publié par Amnesty International, décrit avec précision la manière dont les forces de l'ordre ont abusé de leur pouvoir, n'hésitant pas à ouvrir le feu à bout portant sur des

opposants désarmés, y compris des enfants.

La classe politique elle-même est dévastée : les principales formations qui avaient signé les accords de paix d'Arusha ont choisi l'abstention, le parti au pouvoir s'est divisé, le départ de nombreux « frondeurs » ayant laissé le président sortant aux mains de son « aile dure », deux hommes issus comme lui des maquis et peu désireux de céder la place, Adolphe Nshimirimana et Alain Guillaume Bunyoni.

En outre, le Burundi, qui avait conquis ses galons sur la scène internationale en participant avec succès à plusieurs missions de paix (en Somalie et en Cen-

trafrique) risque d'être ostracisé : la Belgique a déjà annoncé qu'en cas de troisième mandat, elle remettrait en cause ses projets de coopération, la France et les Pays-Bas n'entendent plus soutenir les programmes de formation de la police, et les Etats-Unis, en termes très durs, ont fait savoir sans tarder qu'ils jugeaient « non crédibles » les résultats du scrutin présidentiel.

Malgré les communiqués de victoire, les défis s'annoncent multiples : les troubles des dernières semaines ont gravement affecté l'économie, Bujumbura, poumon du pays, n'a pas retrouvé son dynamisme, l'aide internationale risque de se raréfier.

Mais surtout, dans ce pays qui sortait à peine de décennies de violences, la principale question demeure sécuritaire : plus de 150.000 réfugiés se trouvent en

Tanzanie et au Rwanda, dont de nombreux jeunes gens qui pourraient être recrutés au sein d'une nouvelle rébellion. Et l'armée et

la police demeurent divisées car le putsch manqué du général Godefroid Nyombare (un Hutu, lui-même issu du CNDD...) a laissé des traces. Un journaliste européen présent au Burundi depuis le début des troubles, nous assurait par téléphone qu'au lendemain du scrutin aussi, « toutes les hypothèses seraient envisageables, une nouvelle rébellion mais aussi un putsch, un assassinat » et il soulignait la dangereuse dégradation des relations avec le Rwanda, qui accueille de nombreux exilés...

Obtenue par défi, la victoire de Pierre Nkurunziza ne règle rien... ■

COLETTE BRAECKMAN

PRÉVENTION

Déploiement de l'UA

L'Union africaine a annoncé mercredi le déploiement de militaires et d'observateurs des droits de l'homme au Burundi, alors que le dépouillement de l'élection présidentielle a débuté mardi soir. Ce déploiement « vise à prévenir une escalade de la violence au Burundi, ainsi qu'à faciliter l'aboutissement des efforts de règlement de la grave crise que connaît le pays », précise l'UA. Les experts militaires seront chargés de vérifier « le processus de désarmement des milices et autres groupes armés ». Les Imbonerakure, membres de la Ligue de jeunesse du parti au pouvoir qui ont entretenu un climat de terreur avant les élections sont notamment considérés comme une « milice » par les Nations unies. (afp)